

Unité interdépartementale des deux Savoie
430, rue Belle Eau
ZI des Landiers Nord
73011 CHAMBERY

CHAMBERY, le 5 avril 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21 février 2023

Contexte et constats

Publié sur 

BIOVAL

Zone d'activités de la Grande Bellavarde
73390 Chamoux-sur-Gelon

Références : 20230221-RAP-BIOVAL-Inspection
Code AIOT : 0010700350

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21 février 2023 dans l'établissement BIOVAL implanté Zone d'activités de la Grande Bellavarde 73390 Chamoux-sur-Gelon. L'inspection a été annoncée le 20/02/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BIOVAL
- Zone d'activités de la Grande Bellavarde 73390 Chamoux-sur-Gelon
- Code AIOT : 0010700350
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société BIOVAL, dont le siège social est établi au lieu dit Les trois Vallons, 38080 L'isle D'abeau, a repris en 2020 la partie des activités de production de CSR (combustible solide de récupération) anciennement exploitées par la société SIBUET.

Elle exploite donc régulièrement, sous couvert d'un arrêté préfectoral du 8 décembre 2022, une installation de traitement de déchets non dangereux sur un site qui occupe une surface d'environ 26000m² et emploie 21 personnes.

L'activité de traitement de déchets non dangereux consiste à fabriquer du combustible de substitution (CSR) à l'usage des cimenteries avec des déchets issus des bennes « d'enfouissables »

collectées dans les déchetteries du secteur, de déchets provenant d'industriels, et de déchets provenant de la filière de collecte des déchets d'équipements d'ameublement (DEA).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Volume des activités
- Garanties financières
- Effluents liquides
- Rejets atmosphériques et propreté du site
- Moyens de lutte contre l'incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	volume des activités/déchets admissibles	Arrêté Préfectoral du 08/12/2022, article 1.2.1 et 7.1.1	Sans objet
2	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 08/12/2022, article 1.3.4	Sans objet
3	Rejets liquides du site : eaux industrielles	Arrêté Préfectoral du 08/12/2022, article 3.3.3	Sans objet
4	Rejets liquides : Bassin tampon	Arrêté Préfectoral du 08/12/2022, article 3.4.1	Observation
5	EAU : Valeurs limites d'émissions EP et EI	Arrêté Préfectoral du 08/12/2022, article 3.4.5 et 3.4.6 et 3.5.1	Sans objet
6	rejets atmosphériques (poussières) et propreté du site	Arrêté Préfectoral du 08/12/2022, article 2.1.1 et 2.1.4	Lettre préfectorale
7	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 08/12/2022, article 6.5.1 et 6.5.2	Observation

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Nous demandons à l'exploitant,

- **Sous un délai d'un mois :**

de se rapprocher du SDIS pour valider sa proposition de mise en place de dispositif complémentaire incendie comprenant un système de défense incendie automatique composé d'une réserve d'eau de 700m³, d'une moto-pompe diesel et de 5 canons automatiques situés en hauteur.

A réception de l'avis du SDIS, ces moyens de défenses incendie seront prescrits par arrêté préfectoral complémentaire et l'ensemble de ces moyens seront mis en oeuvre sous un délai de 6 mois.

Il sera également demandé à l'exploitant de transmettre les factures ou bons de commandes passés avec son fournisseur ainsi qu'un descriptif détaillé du système de défense incendie automatique qu'il mettra en place, accompagné d'un plan actualisé des moyens incendie du site.

Dans l'attente, les autres moyens de lutte incendie proposés devront être en place au plus tard **début mai 2023**.

- **Sous un délai de 3 mois :**

Justifier l'achèvement des travaux de mise en place du bassin tampon de 700 m³, matérialisé par la mise en place de deux bâches de 350 m³ chacune et fournir un plan actualisé avec l'emplacement des bâches.

L'exploitant apportera également des précisions sur le fonctionnement des bâches tampons qui serviront de rétention des eaux d'extinction incendie afin qu'elles disposent d'une capacité suffisante en cas de sinistre, étant donné qu'elles seront utilisées également, en exploitation normale, pour réguler le débit des eaux pluviales avant rejet au milieu naturel.

- **Sous un délai de 6 mois, par lettre préfectorale :**

transmettre des résultats de mesures de retombées de poussières couplées à des mesures de concentrations ($\mu\text{g}/\text{m}^3$) de poussières fines en suspension dans l'air ambiant (PM 2,5 et PM10) représentatives de l'exposition des riverains.

Enfin, l'exploitant devra s'assurer du respect de la fréquence semestrielle pour les analyses des eaux pluviales.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : volume des activités/déchets admissibles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/12/2022, article 1.2.1 et 7.1.1			
Thème : Situation administrative, volume des activités et déchets admissibles			
Prescription contrôlée :			
Rubriques	Activité	Volume autorisés	Volumes constatés
2714-1 E	Installation de tri, transit et regroupement de déchets de bois, papiers/cartons, plastiques, caoutchouc , textiles	Volume maximal susceptible d'être stocké sur le site : 910 m ³ (déchets triés)	Environ 900 m ³
2716-1 E	Installation de tri, transit et regroupement de déchets non dangereux, non inertes	Volumes maximaux susceptibles d'être stockés sur le site : DND entrants : 1750 m ³ CSR : 4 300 m ³ Déchets "lourds" : 260 m ³ Fines : 280 m ³	Volumes constatés : DND : 120 m ³ CSR : 1200 m ³ déchets lourds : 60 m ³ fines : 40 m ³
2791-1 A	Traitement de déchets non dangereux, non inertes	Capacité maximale de traitement : ° installation de production de CSR : 475t/jour (10 000 t/mois ; 100 000 t/an)	Activité de l'ordre de l'ordre de 250 t/j. La quantité totale de déchets traités en 2022 se situe autour de 60 000 tonnes
3532 A	Valorisation ou mélange de valorisation et d'élimination de déchets non dangereux, non inertes avec une capacité supérieure à 75 t/j et entraînant une ou plusieurs des activités suivantes, à l'exclusion des activités relevant de la directive 91/271/CEE - prétraitement des déchets destinés à l'incinération ou à la coïncinération	Quantité maximale de déchets traités : 475t/j	Activité de l'ordre de l'ordre de 250 t/j.
Constats : Les volumes constatés sur site respectent les volumes autorisés .			
Type de suites proposées : Sans suite			

N° 2 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/12/2022, article 1.3.4
Thème : Garanties financières
Prescription contrôlée : L'établissement est concerné par les dispositions de l'article R. 516-1.5° du code de l'environnement, au titre des installations visées par les rubriques 2714, 2716 et 2791 de la nomenclature des installations classées. A ce titre, l'exploitant est tenu de constituer des garanties financières à hauteur du montant suivant 209 612 € TTC (deux-cent-neuf-mille-six-cent-douze euros).
Constats : L'exploitant a justifié qu'il a constitué les garanties financières à hauteur du montant de 209 612 € TTC par un acte de cautionnement solidaire établi par l'établissement QBE Europe, au profit de la société BIOVAL situé à Chamoux-sur-Gelon.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Rejets liquides du site : eaux industrielles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/12/2022, article 3.3.3
Thème : Risques chroniques, Effluents liquides
Prescription contrôlée : Les seules eaux industrielles sont constituées par les eaux issues du dispositif de flottaison présent au sein de l'unité de retraitement des déchets lourds. Elles sont produites par bâchées 2 fois par semaine. Ces eaux font l'objet d'un traitement adapté sur site (séparateur hydrocarbures) avant leur rejet dans le réseau d'eaux usées communal, dont l'exutoire est la station d'épuration urbaine de Chamousset. Le volume maximal rejeté est de 4 m ³ par semaine, 47 semaines par an, soit 188 m ³ /an.
Constats : Le volume rejeté en 2022 est bien de 188 m ³ . L'exploitant a fait part de son projet d'arrêter prochainement le process de flottaison et de soustraire cette opération en la confiant à la société "IELY ENVIRONNEMENT". Le séparateur à hydrocarbures traitant les eaux de process fait l'objet d'un entretien semestriel. Il a été entretenu les 10/08/22 et 16/02/23 par la société GIRAUD ENVIRONNEMENT SERVICES. Le justificatif d'entretien du 10/08/22 a pu être consulté. L'exploitant était dans l'attente de recevoir le justificatif d'entretien du 16/02/23 le jour de l'inspection. De façon aléatoire, le contrôle de l'état d'un des 3 séparateurs hydrocarbures du site a permis de voir que celui-ci ne paraît pas encombré et est en bon état de fonctionnement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Rejets liquides : Bassin tampon

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08 décembre 2022, article 3.4.1
Thème : Risques chroniques, EAU : Bassin tampon
Prescription contrôlée : Un bassin tampon d'un volume de 700 m ³ permet d'écrêter les débits d'eaux pluviales lors d'épisodes de pluie intensifs. Le débit de fuite est de 20 l/s. Le bassin permet également de stocker les eaux d'extinction d'un éventuel incendie. Ce bassin est mis en service au plus tard le 30 juin 2023.
Constats : L'exploitant a précisé qu'il prévoit de mettre en place 2 bâches de 350 m ³ et les travaux seront lancés fin mars et finalisés d'ici juin 2023.
Observations : Nous demandons à l'exploitant, sous un délai de 3 mois, de justifier de l'achèvement des travaux de mise en place du bassin tampon de 700 m ³ , matérialisé par la mise en place de deux bâches de 350 m ³ chacune et de fournir un plan actualisé avec l'emplacement des bâches. L'exploitant apportera également des précisions sur le fonctionnement des bâches tampons qui serviront de rétention des eaux d'extinction incendie afin qu'elles disposent d'une capacité suffisante en cas de sinistre, étant donné qu'elles seront utilisées également, en exploitation normale, pour réguler le débit des eaux pluviales avant rejet en milieu naturel.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : EAU : Valeurs limites d'émissions Eaux Pluviales et Eaux Industrielles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/12/2022, articles 3.4.5 (eaux pluviales) et 3.4.6 (eaux usées) et article 3.5.1 (fréquence de surveillance)
Thème : Autre, rejets liquides : VLE et fréquence
Prescriptions contrôlées : Article 3.4.5 : Les valeurs limites d'émissions des rejets eaux pluviales et le cas échéant, des eaux d'extinction d'incendie, avant rejet dans le milieu naturel, doivent présenter les caractéristiques suivantes : MEST (60mg/l), DCO 180 mg/l, COT (60 mg/l), DBO ₅ (100mg/l), HCT (10 mg/l), Chrome Hexavalent (0,1 mg/l), Indice phénols (0,3 mg/l), Cyanures totaux (0,1 mg/l), AOX (5 mg/l), Arsenic (0,1 mg/l), métaux totaux (15 mg/l). Article 3.4.6 : Valeurs limites d'émission avant rejet au réseau d'eaux usées : MEST (600mg/l), DCO (2000 mg/l), DBO ₅ (800mg/l), HCT (10 mg/l), Chrome Hexavalent (0,1 mg/l), Indice phénols (0,3 mg/l), Cyanures totaux (0,1 mg/l), AOX (5 mg/l), Arsenic (0,1 mg/l), métaux totaux (15 mg/l). Article 3.5.1 : fréquence semestrielle des analyses
Constats : Les eaux pluviales ont été analysées le 11/01/2022 par la société Advice Environnement. Les résultats présentés dans un rapport d'analyses du 28/01/2022 sont conformes pour l'ensemble des paramètres analysés aux valeurs limites d'émissions fixées par l'arrêté préfectoral du 18/12/2022. Toutefois la fréquence semestrielle des analyses des eaux pluviales n'a pas été respectée puisque l'exploitant n'a été en capacité de ne présenter qu'une seule analyse pour 2022. Concernant les eaux usées, les analyses ont été réalisées par la société Advice Environnement les 21/06/2022 et le 26/10/2022. Les résultats d'analyses sont conformes au niveau du rejet pour l'ensemble des paramètres analysés. La fréquence d'analyse semestrielle a été respectée pour 2022.
Observations : Nous demandons à l'exploitant de s'assurer du respect de la fréquence d'analyses des eaux pluviales pour l'année 2023.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Rejets atmosphériques : poussières et propreté du site
Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/12/2022, article 2.1.1 et article 2.1.4
Thème : Risques chroniques, poussières
<p>Prescriptions contrôlées :</p> <p><u>Article 2.1.1 :</u> L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, de fumées, buées, suies, poussières, gaz ou odeurs... Les installations susceptibles de provoquer de fortes émissions de poussières sont équipées de dispositifs de captation ou de maîtrise des émissions de poussières, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.</p> <p><u>Article 2.1.4 :</u> L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence(...)</p> <ul style="list-style-type: none"> • des filets retenant les envols sont disposés au droit des espaces de stockage et sur le pourtour de l'établissement • des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant. • pendant les périodes sèches, et en tant que de besoin, des dispositifs d'arrosage ou de brumisation sont mis en place aux endroits pertinents, notamment sur les voiries et aux niveaux du chargement du CSR pour expédition, du chargement des DIB dans le broyeur, des tapis de la chaîne de production de CSR et du chargement des "lourds 1" dans l'installation de traitement dédiée. Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant explique avoir installé au niveau du "bâtiment 2 CSR" de nouveaux filets antivols et mis en place, en phase test, deux brumisateurs au niveau de deux tas de déchets entrants. L'exploitant envisage d'ajuster l'emplacement de ces dispositifs afin de limiter au mieux les émissions de poussières liées à son activité de stockage des entrants.</p> <p>Toutefois, il a été constaté qu'au niveau du lieu de stockage de fines de 70 m³ ainsi qu'en fin de process du tri du stockage de DIB de 1000m³, la brumisation était à l'arrêt, ce qui générerait une poussière importante. L'exploitant a expliqué que le dispositif de brumisation est mis à l'arrêt lorsque les températures sont négatives car il risque de casser les buses de brumisation à cause du gel.</p> <p>Il a précisé qu'il étudierait les axes d'amélioration possibles pour limiter en période hivernal sèche les émissions de poussières.</p> <p>Par ailleurs, lors de la dernière réunion de suivi de site du 28/09/2022, tenue en présence de l'association Air Pur et Qualité de la vie à Chamoux-sur-Gelon, l'Agence Régionale de la Santé 73 (ARS 73), du SDIS, du Maire de la commune et de la DREAL, il a été convenu que l'exploitant fasse réaliser de nouvelles analyses de retombées des poussières afin d'actualiser les résultats d'analyses de 2014. L'ARS 73 a précisé que d'un point de vue sanitaire, les résultats des mesures sur les particules sédimentées ne sont pas exploitables (pas de comparaison possible avec des valeurs sanitaires), qu'il est préférable de réaliser des mesures de concentrations (µg/m³) de poussières fines en suspension dans l'air ambiant (PM 2,5 et PM10) représentatives de l'exposition des riverains.</p> <p>Ce point a été abordé lors de l'inspection avec l'exploitant. Ce dernier a rappelé qu'il préfère investir dans des dispositifs limitant les émissions de poussières, plutôt que de financer les analyses susvisées. Compte tenu des différentes réclamations de l'association sur ce sujet, nous avons précisé à l'exploitant qu'il convient de maintenir la réalisation de mesures de retombées de poussières couplées à des mesures de concentrations (µg/m³) de poussières fines en suspension dans l'air ambiant (PM 2,5 et PM10) représentatives de l'exposition des riverains.</p>
Observations : Nous demandons à l'exploitant, sous un délai de 6 mois, de transmettre des résultats de mesures de retombées de poussières couplées à des mesures de concentrations (µg/m ³) de poussières fines en suspension dans l'air ambiant (PM 2,5 et PM10) représentatives de l'exposition des riverains.
Type de suites proposées : Lettre de suites préfectorale

N° 7 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/12/2022, article 6.5.1 et 6.5.2
Thème : Risques accidentels, moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : Parmi les moyens de lutte contre l'incendie, l'exploitant doit disposer d'une citerne incendie de 13 m ³ , équipée d'une motopompe et de lances incendie. La motopompe fait l'objet d'essais hebdomadaires de fonctionnement, qui sont consignés sur un registre.
<p>Constats :</p> <p>Il a été constaté la présence d'une citerne de 13 m³ équipée d'une motopompe ainsi que la présence de lances incendie. Le registre des essais hebdomadaires de fonctionnement de la moto-pompe a pu être consulté et n'appelle pas d'observation de la part de l'inspection des installations classées.</p> <p>Par ailleurs, lors de la dernière commission de suivi de site du 28/09/2022, l'inspection des installations classées avait précisé qu'il conviendrait d'abandonner le pompage dans le ruisseau le "Gelon", notamment par rapport à la problématique de sécheresse et que la disponibilité des volumes d'eau nécessaire à l'extinction d'un incendie est de la responsabilité de l'exploitant. Des propositions de la part de l'exploitant étaient donc attendues sur ce point.</p> <p>En outre des moyens de lutte incendie cités dans l'article 6.5.1 dont dispose l'exploitant, lors de l'inspection, ce dernier a donc fait part de son plan d'action qu'il souhaite mettre en place pour éviter qu'un incendie similaire à celui du 1/08/2022 ne puisse se reproduire. A la suite de l'inspection, il a transmis par mail du 23/02/2023 le détail suivant de son plan d'actions de lutte incendie sur le site :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mise en place d'une réserve d'eau de 100m³ + moto-pompe diesel + 120m de tuyaux + 2 lances 500L/min : échéance début mai 2023, • Mise en place de 12 réserves d'eau de 1000L (type IBC / GRV) destinées à être éclatées sur un départ de feu à l'aide d'une pelle mécanique : échéance prévue en avril 2023, • Mise en place de brumisateurs sur les tas de déchets bruts et la zone chargement CSR : échéance prévue en mai 2023, • Mise en place d'un système de défense incendie automatique comprenant une réserve d'eau de 700m³, une moto-pompe diesel, 5 canons automatiques situés en hauteur et des caméras de détection flamme. Les canons auront un débit de 2000 litres/minute pour tenir 1h30. La mise en déclenchement des canons sera asservie à une détection de flammes par des caméras de surveillances : échéance de mise en oeuvre prévue en décembre 2023, • Formation annuelle « équipier de première intervention » pour 100% des salariés : échéance prévue en avril 2023. <p>Observations : Nous demandons à l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • sous un délai d'un mois : <p>de se rapprocher du SDIS pour valider sa proposition de mise en place de dispositif complémentaire incendie comprenant un système de défense incendie automatique composé d'une réserve d'eau de 700m³, d'une moto-pompe diesel et de 5 canons automatiques situés en hauteur.</p> <p>A réception de l'avis du SDIS, ces moyens de défenses incendie seront prescrits par arrêté préfectoral complémentaire et l'ensemble de ces moyens seront mis en oeuvre sous un délai de 6 mois.</p> <p>Il sera également demandé à l'exploitant de transmettre les factures ou bons de commandes passés avec son fournisseur ainsi qu'un descriptif détaillé du système de défense incendie automatique qu'il mettra en place, accompagné d'un plan actualisé des moyens incendie du site.</p> <p>Dans l'attente, les autres moyens de lutte incendie proposés devront être en place au plus tard début mai 2023.</p>
Type de suites proposées : sans suite